

print

Certaines choses à savoir sur les manifestations au Venezuela

De [Mahdi Darius Nazemroaya](#)

Global Research, février 24, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/certaines-choses-a-savoir-sur-les-manifestations-au-venezuela/5370294>

L'opposition soutenue par les USA dans la République Bolivarienne du Venezuela prend son inspiration des manifestations anti-gouvernementales se déroulant de l'autre côté de l'Océan Atlantique en Ukraine. Ayant échoué à remporter la moindre élection au Venezuela en obtenant un mandat populaire de la part d'une majorité de la population au cours des dernières années, les dirigeants de l'opposition mainstream ont désormais recours aux tactiques des révolutions colorées et à une stratégie de disruption dans le même style qu'en Ukraine. L'objectif de ces dirigeants de l'opposition au Venezuela est de galvaniser les manifestants anti-gouvernementaux à créer une crise politique à Caracas. Les dirigeants de l'opposition mainstream y travaillent en incitant les manifestants à engager des actions dont le but ultime est de renverser le gouvernement vénézuélien.

Les mêmes dirigeants de l'opposition et leurs appuis étrangers se servent du prétexte des inquiétudes indéniables autour des taux de criminalité croissants, de la corruption politique, et des troubles économiques au Venezuela comme un camouflage pour ce qui ressemble essentiellement à une tentative de coup d'état. Les inquiétudes socio-économiques d'un segment de la population sont utilisées pour légitimer l'action et la violence urbaine visant à renverser le gouvernement.

Il est ironique que beaucoup de ceux qui s'opposent au gouvernement vénézuélien au nom de la démocratie, de l'égalité et de la sécurité aient naguère été les soutiens de gouvernements autocratiques et ouvertement corrompus avant l'ère Chavez. La perte de mémoire ou l'hypocrisie flagrante est active, ici. Quand les mêmes oligarques qui encadrent et financent l'opposition vénézuélienne et qui soutiennent et incitent aux manifestations anti-gouvernementales étaient au pouvoir au Venezuela, la corruption était rampante, les taux de pauvreté étaient beaucoup plus élevés, comme pour l'inflation. Le Venezuela n'était même pas une démocratie qui fonctionne.

Malgré le mandat démocratique du parti au pouvoir au Venezuela, qui inclut avoir gagné la plupart des sièges municipaux lors des élections de décembre 2013 dans le pays, l'opposition soutenue par les USA au Venezuela veut se servir de flash mobs pour éjecter le gouvernement et prendre le pouvoir dans le pays. Sur les 337 maire élus en décembre 2013, le décompte final a accordé 256 positions de maire au parti au pouvoir et à sa coalition de forces politiques pro-gouvernementales. Ceci s'élève à une victoire à hauteur de 76% de l'électorat dans les municipalités du pays sud-américain, ce qui confirme que la majorité de la population soutient le parti actuellement au pouvoir au Venezuela, ainsi que ses alliés politiques.

Malgré ses lacunes, le Parti Socialiste Uni du Venezuela et ses alliés politiques disposent de l'un des mandats les plus démocratiques au monde. En termes relatifs au vote équitable, le gouvernement à Caracas dispose de beaucoup plus de légitimité démocratique que les gouvernements de pays comme la Grande-Bretagne, le Canada, la France et les États-Unis, qui se présentent comme les champions et les modèles en démocratie. Le Parti Socialiste Uni et ses coalitions, y compris la coalition du Grand Pôle Patriotique (GPP), sont allés aux urnes à davantage d'occasions et pour davantage de raisons qu'aucun des gouvernements actuels de Grande-Bretagne, du Canada, de France ou des USA. À chaque instance où des sujets constitutionnels ou importants impliquant les structures politiques du Venezuela ont été considérées, le gouvernement et le parti au pouvoir ont laissé les électeurs vénézuéliens prendre les décisions à travers des référendums populaires.

Depuis 1999, période à laquelle l'ère Chavez a commencé au Venezuela, et jusqu'en 2014 il y a eu six référendums traitant de la constitution nationale du pays, des structures syndicales, et même une motion d'opposition pour destituer le Président Hugo Chavez par le biais d'un rappel aux urnes à la suite d'un scrutin électoral. Quatre élections présidentielles, quatre élections parlementaires pour l'Assemblée Nationale, et quatre élections régionales pour les gouverneurs des états et les législatures de région se sont aussi déroulées. L'élection de Nicolas Maduro comme président en avril 2013, juste quelques mois après que Hugo Chavez ait gagné les élections présidentielles en octobre 2012, a réaffirmé le soutien et la confiance de plus de la moitié de la population pour le gouvernement. De plus, non seulement y a-t-il eu quatre élections à l'échelle municipale, mais les adjoint municipaux ont commencé à être démocratiquement sélectionnés dans des urnes plutôt que d'être désignés; ce furent les leaders de l'opposition soutenue par les USA qui préféreraient désigner les dirigeants municipaux hors des processus électoraux plutôt que de laisser les gens décider eux-mêmes par la votation.

L'opposition mainstream au Venezuela est anti-démocratique

Ce qu'a essayé de faire l'opposition soutenue par Washington est de conquérir le Venezuela hors des processus électoraux. Elle s'en fout de la démocratie ou de ce que veut la majorité des citoyens vénézuéliens. Où les dirigeants de l'opposition mainstream ont échoué à obtenir le soutien populaire ou gagner dans les urnes électorales, ils ont utilisé la tromperie et toute option qui leur était ouverte pour conquérir le pays sud-américain. Ceci inclut l'usage de la force, l'incitation à la violence, les tentatives de

putsch, les campagnes intenses de propagande, la collusion continue avec le gouvernement US, et la fluctuation volontaire des prix.

Les leaders des manifestations anti-gouvernementales de 2014 sont les mêmes leaders de l'opposition mainstream qui ont soutenu et collaboré au putsch de 2002, exécuté par un cercle restreint d'officiers militaires et coordonné avec l'Ambassade US au Venezuela et l'Ambassadeur US Charles Shapiro. Bien que les USA nient toute implication, l'Ambassadeur Shapiro s'en est vite allé voir les meneurs du putsch et même joyeusement se faire prendre en photo avec après que leurs soldats aient kidnappé le Président Chavez. Par l'accès aux documents du gouvernement fédéral US à travers la FOIA (*Freedom of Information Act, loi sur la liberté de l'information, ndt*), il a été prouvé de manière indiscutable que la CIA avait même reçu les plans de la conspiration du putsch cinq jours avant que l'opposition vénézuélienne ne lance sa conquête illégale et éphémère du Venezuela.

Les leaders de l'opposition mainstream ont continué à mentir éhontément depuis ce jour. Paradoxalement, ils ont aussi été des bénéficiaires majeurs de plusieurs des mécanismes démocratiques de recours politique et juridique qu'Hugo Chavez a créés pour le Venezuela comme moyen d'augmenter la participation démocratique et les canaux de responsabilisation des gens et de toute forme d'opposition démocratique au gouvernement. Les leaders de l'opposition mainstream ont utilisé l'une de ces voies de recours contre le gouvernement en 2004 en pétitionnant pour la destitution du Président Chavez, qui a abouti en un référendum national. Toutefois, la direction de l'opposition mainstream a refusé de reconnaître les résultats électoraux du référendum de 2004 lui-même qu'elle avait initié pour destituer Chavez par le biais d'un rappel aux urnes des électeurs, simplement parce que les résultats ne reflétaient pas leurs désirs.

Pendant ce même référendum de 2004, les dirigeants de l'opposition mainstream ont même essayé de manipuler les électeurs vénézuéliens et de créer une crise politique avec l'aide d'un enregistrement trafiqué visant à discréditer le gouvernement en imputant une fraude à Chavez. Leur argument était fallacieux parce que l'enregistrement était une parodie qui avait circulé depuis plusieurs mois précédant l'élection. La direction de l'opposition avait tout bonnement choisi de s'en servir comme excuse pour imputer une fraude et délégitimer le référendum dans son ensemble et le gouvernement vénézuélien.

Des membres de la même opposition ont plus tard boycotté les élections parlementaires en 2005 après qu'ils aient suscité une crise électorale avant le scrutin. À l'origine, le Conseil Électoral du Venezuela voulait utiliser des scanners d'empreintes digitales pour sécuriser l'enregistrement des électeurs, mais l'opposition vénézuélienne a refusé d'y prendre part si cela se faisait. L'une des raisons pour le choix de l'usage des scanners d'empreintes digitales était de réduire la fraude ou la tentative de fraude pendant les élections. Après que le Conseil Électoral National ait renoncé à sa décision d'installer les scanners, les principaux partis d'opposition ont quand-même boycotté les élections parlementaires de 2005 et ont malgré tout tenté de délégitimer le gouvernement vénézuélien.

Ces mêmes leaders de l'opposition ont essayé d'utiliser des points techniques, dans des efforts pour manipuler la loi, pour également prendre le contrôle du et diviser le gouvernement et ses alliés. Quand le Président Chavez est tombé malade et est éventuellement passé, les forces mainstream d'opposition ont tenté de se servir de [prétextes constitutionnels sous l'Article 233 de la Constitution vénézuélienne](#) pour assumer la présidence par intérim, dans l'espoir de créer une rupture entre lui et le Vice-Président Maduro qui aurait divisé et à terme affaibli les Chavistes et le Parti Socialiste Uni.

Après que Nicolas Maduro ait gagné les élections présidentielles d'avril 2013, le rival dans l'opposition de la Coalition pour l'Unité Démocratique (MUD), le Gouverneur Henrique Capriles Radonski, refusa même de reconnaître les résultats électoraux et déclara une fraude, sans autre cérémonie. Avec le soutien initial du gouvernement US, le Gouverneur Capriles refusa d'accepter les résultats même après qu'un audit sur plus de la moitié des votes ait été réalisé sur son insistance. Capriles demanda alors que tous les votes soient recomptés, ce qui fut consenti par le Conseil Électoral National. Capriles, cependant, fit des requêtes supplémentaires y compris un appel à l'audit complet du registre des électeurs et, essentiellement, un traçage à la source de tous les votes prononcés (pas seulement un décompte des votes). Et même lorsque le Conseil Électoral National, avec beaucoup de difficultés, essaya de satisfaire ses requêtes en augmentation et vérifia effectivement que Maduro avait gagné l'élection de manière honnête, le Gouverneur Capriles refusa d'admettre la défaite et affirma que l'élection était un canular. Même le gouvernement US fut contraint de lui retirer son soutien.

Après sa défaite le Gouverneur Capriles incita plutôt ses supporters à provoquer la violence dans les rues. Des organisations basées aux USA comme Human Rights Watch (HRW) ont totalement ignoré le rôle qu'ont joué Capriles et l'opposition dans le déclenchement de la violence, saisissant plutôt l'opportunité pour critiquer le gouvernement vénézuélien. HRW avait en fait ceci à dire au sujet de la violence urbaine que les leaders du MUD ont déclenchée: *“Sous la direction du Président Chavez et maintenant du Président Maduro, l'accumulation de pouvoir de la branche exécutive et l'érosion des garanties sur les droits de l'homme ont permis au gouvernement d'intimider, de censurer, et de poursuivre ses détracteurs.”* Pas une seule fois, les actions violentes engagées par l'opposition mainstream ou la corruption de ses dirigeants dans les états ou les municipalités qu'ils administrent n'a été mentionnée par HRW.

Le Gouverneur Capriles et les dirigeants de l'opposition mainstream du Venezuela ont délibérément essayé d'instituer la violence et la perte de vies humaines comme tactique pour délégitimer le gouvernement vénézuélien et justifier la stratégie de l'opposition mainstream de travailler hors de tout cadre démocratique. Il ne peut pas être assez souligné que leurs objectifs sont d'accroître le chaos politique et de perturber la

stabilité politique du Venezuela dans le but de créer un vide de pouvoir justifiant l'action hors du cadre démocratique des élections.

Les objectifs des oligarques vénézuéliens contrôlant l'opposition mainstream ne sont pas d'établir une société juste ou d'extraire la corruption et le crime du Venezuela. Leurs objectifs sont de réaffirmer et enraciner leurs positions privilégiées dans la société vénézuélienne et de défaire les réformes que Hugo Chavez a actées pour aider les pauvres au Venezuela. Ils veulent que la loi s'occupe de leurs besoins et ne serve qu'à asseoir leur domination. Au travers des entreprises privées majeures dont ils sont propriétaires ils ont induit les prix à la hausse. De surcroît, dans de nombreux cas le crime organisé est relié aux oligarques d'Amérique Latine eux-mêmes.

Interrogés sur l'héritage de Chavez, beaucoup des supporters des partis de l'opposition mainstream reconnaîtront que Chavez a aidé les pauvres, mais insisteront que Chavez *"n'a rien fait pour le pays"*. Dans ce qui a une chance d'être catalogué dans les recherches sur la psychologie des classes, [des privilèges et de la perception de l'attribution du droit par Paul Piff de l'Université de Californie à Berkeley](#), cette attitude expose la psychologie de l'auto-attribution du "droit" qui est la motivation de l'opposition mainstream vénézuélienne: beaucoup de ces individus (qui sont clairement des "individus" dans le sens d'être individualiste) se voient comme "le pays" et excluent les Vénézuéliens pauvres de ce partage du pays. Par conséquent, réduire la disparité entre pauvres et riches ou améliorer la qualité de vie des citoyens moins favorisés du Venezuela ne veut rien dire pour ces supporters de l'opposition mainstream et ne figure même pas, psychologiquement parlant, comme une quelconque chose favorable à l'amélioration de la société vénézuélienne.

Les étudiants sont des personnes, et ne doivent pas être instrumentalisés

Les images d'étudiants activistes ont été une caractéristique clé des manifestations anti-gouvernementales à Caracas. Cela vaut la peine de citer la déclaration du Conseil des Affaires Hémisphériques (COHA) du [14 février 2014](#) sur les manifestations d'opposition au Venezuela. Le COHA a déclaré qu'il considérait *"avec une grande inquiétude la violence perpétrée à l'encontre du gouvernement démocratiquement élu et des civils au Venezuela qui a résulté, à la date du 12 février 2014, en trois morts confirmées, 61 personnes blessées et 69 détenues."* Le COHA a également noté dans la même déclaration que l'effusion de sang à Caracas est survenue *"dans le sillage de cortèges globalement pacifiques tenus pour le 200^e anniversaire de la bataille de La Victoria, une bataille dans laquelle les étudiants ont joué un rôle crucial lors d'une victoire contre les forces royalistes au cours de la guerre d'indépendance du Venezuela."*

Les étudiants ne devraient pas être instrumentalisés en tant que défenseurs exclusifs ou partisans des libertés civiles ou de la démocratie. De telles perceptions dépeignant ainsi les étudiants sans aucun réel examen de la situation relèvent du fantasme, sont erronées, et déconnectées de la réalité sur le terrain. Les groupes d'étudiants peuvent aussi représenter divers intérêts de classe ou particuliers qui contredisent clairement l'égalité et la justice dans leur société et dans le monde entier. L'instrumentalisation des étudiants et des mouvements d'étudiants comme défenseurs de la justice ne fait que donner un chèque en blanc et du crédit moral à ces groupes, tandis que les étudiants et les mouvements d'étudiants devraient être soutenus sur les bases de leurs motivations et des causes entendues qu'ils défendent.

Dans le pays latino-américain riverain du Venezuela El Salvador, les étudiants des écoles de médecine d'universités privées accomplissant leur internat ont refusé de permettre que les étudiants en école de médecine salvadoriens faisant leur internat à Cuba passent les mêmes examens qu'eux. Ils ont faussement argué que les standards médicaux cubains étaient moins élevés et mis sur un pied d'égalité les standards de l'enseignement avec les coûts des universités et des écoles de médecine. Ce qu'ils demandaient c'est que les médecins instruits à Cuba fassent une année supplémentaire d'internat.

Bien que le gouvernement salvadorien ait répondu que les résultats des examens attesteraient de qui était qualifié et qui était disqualifié, les étudiants des écoles de médecine non-cubaines ont eu recours à des manifestations et à des tactiques politiques en barricadant les sites d'examens et en essayant de perturber le système de santé salvadorien plutôt que de laisser les scores aux examens parler d'eux-mêmes. Ces médecins d'écoles de médecine salvadoriens, la plupart issus d'universités privées, voulaient en fait éliminer leurs concurrents salvadoriens mieux entraînés en imposant des restrictions supplémentaires à leurs homologues instruits à Cuba en les obligeant à faire une année d'internat additionnelle.

La protestation médicale en El Salvador était clairement une affaire de compétition économique et d'intérêts personnels et pas une histoire de justice, d'impartialité, de professionnalisme ou de standards. Si c'est une question de standards, les médecins instruits à Cuba leur étaient supérieurs. Les étudiants des écoles de médecine ont finalement forcé le gouvernement salvadorien à ajouter des restrictions aux médecins des écoles de médecine cubaines plutôt que de résoudre l'affaire de façon équitable au travers de l'examen universel que tous les diplômés d'écoles de médecine doivent passer, ce qui implique qu'ils se sont servis de pressions pour outrepasser le moyen le plus logique et équitable pour résoudre le problème. En outre, il n'est pas anodin de relever qu'à chaque fois que le gouvernement salvadorien a demandé à des médecins de se porter volontaires pour aider dans des initiatives sanitaires communautaires, c'est toujours les médecins éduqués à Cuba et les internes qui sont sur le front et qui offrent leurs services, pas leurs homologues.

De retour au Venezuela, il est important d'identifier la nature de l'implication estudiantine dans les manifestations anti-gouvernementales et de relever que les étudiants sont en réalité divisés en un camp

pro-gouvernemental et un autre anti-gouvernemental. Il est également essentiel de souligner que les dirigeants de l'opposition des manifestations anti-gouvernementales se cachent derrière les images des étudiants activistes afin de gagner un soutien plus large à leur objectif de délégitimation du gouvernement vénézuélien. [Selon les termes du COHA](#) : *“Tandis que quelques groupes d'étudiants ont défilé pour célébrer la Journée de l'Étudiant, des manifestants anti-gouvernementaux ont saisi l'occasion pour protester contre la pénurie occasionnelle de certains produits de base, du crime persistant, et afin de réclamer la libération d'étudiants qui avaient été arrêtés lors de manifestations précédentes.”*

Il est aussi important de souligner que la faction d'étudiants derrière laquelle se cachent les leaders de l'opposition mainstream provient en général de familles privilégiées qui peuvent se permettre d'envoyer leurs enfants dans des universités privées et des instituts post-secondaires de l'éducation supérieure. La perception des étudiants de ces universités et grandes écoles privées peut être radicalement différente de celle de leurs homologues des universités publiques sur des thèmes tels que l'économie néolibérale, les privilèges, et la gouvernance. Bien qu'un travail de sondage et de recherches soit nécessaire sur la question, les étudiants dans les institutions supérieures privées vénézuéliennes et dans d'autres parties socialement polarisées d'Amérique Latine sont plus prompts à soutenir les putschs, à entretenir des perceptions différentes sur l'emploi des militaires pour amener le groupe qu'ils soutiennent au pouvoir en renversant les gouvernements légitimes, ainsi que la distribution inégale des richesses. Ce genre d'opinion a été psychologiquement conditionné par la pensée communautariste qui a été martelée par la propagande, les pairs, les familles, et les médias qui veillent sur leur classe sociale et leur style de vie.

La construction d'un faux récit sur les manifestations anti-gouvernementales et la dissimulation des émeutes

Un récit distordu sur les manifestations anti-gouvernementales est en construction. Beaucoup de manifestants anti-gouvernementaux porteurs de griefs légitimes au sujet du crime et de l'inflation se font eux-mêmes induire en erreur par les meneurs des manifestations. Ainsi que mentionné plus haut, il ne s'agit pas de nier qu'il y ait un problème de criminalité ou d'inflation au Venezuela, mais encore une fois, il ne peut pas être assez souligné que les motivations de l'opposition mainstream ne sont pas des doléances socio-économiques. Ces doléances servent uniquement de prétexte par les leaders de l'opposition pour manipuler les manifestants.

De plus, il faut savoir qu'au départ, l'opposition vénézuélienne est propriétaire de presque tous les médias mainstream au Venezuela. L'opposition a littéralement la main sur le robinet de la plupart des informations alors que le gouvernement n'est propriétaire que de la télévision publique, reçoit un soutien de la part de stations de radio locales, et est autorisé par la loi de faire que tous les réseaux présents au Venezuela diffusent des messages publics importants. Dans ce contexte, la direction de l'opposition a utilisé son contrôle des médias pour dépeindre une fausse image des événements sur le terrain et pour déformer lourdement l'image des manifestations vénézuéliennes anti-gouvernementales dans l'esprit de sa base électorale et pour dissimuler les émeutes et les actes de vandalisme qui ont aussi eu lieu, parallèlement aux manifestations. Le Ministre de la Communication et de l'Information Delcy Rodriguez a commenté à ce sujet, affirmant que le gouvernement allait poursuivre ceux qui fournissent sciemment une couverture aux violences urbaines à travers des distorsions médiatiques.

L'opposition vénézuélienne a mené une guerre de propagande perpétuelle. La distorsion des manifestations anti-gouvernementales n'en est que le chapitre le plus récent. L'opposition mainstream est dorénavant impliquée dans une campagne de propagande similaire à celle lancée devant le Palais Miraflores en 2002 qui a mené à la tentative de coup d'état contre le Président Chavez. Les leaders de l'opposition ont poussé à la violence et ensuite quand du sang a été répandu du fait de leur provocation délibérée, ils se sont servis du carnage pour justifier la destitution forcée et a-démocratique d'Hugo Chavez, démocratiquement élu.

La direction de l'opposition s'est engagée dans une campagne malhonnête. Des images retouchées et de fausses nouvelles sont utilisées par les supporters de l'opposition mainstream pour dépeindre le gouvernement vénézuélien comme un régime autoritaire qui utilise la violence brutale contre des manifestants civils désarmés. Des photos peu flatteuses de policiers et de soldats argentins, brésiliens, bulgares, chiliens, égyptiens, grecs et singapouriens ont été mises à circuler et à faire tourner par le biais de médias sociaux et de communication de masse par les forces de l'opposition vénézuélienne comme des événements se déroulant au Venezuela en février 2014. Ceci inclut même des photos de supporters du gouvernement blessés par des supporters de l'opposition et une photo retouchée venant d'une vidéo pornographique homosexuelle où la police force un citoyen à leur faire une fellation, qui a été mise à circuler par l'actrice anti-Chavez Amanda Gutierrez en tant que viol en réunion brutal d'un manifestant anti-gouvernemental sans armes à Caracas par la police anti-émeutes du gouvernement.

YA CUBA TWITEA
@YACUBATWITEA

#SOS Represion en #Venezuela
#Urgente que esta foto le de la vuelta a mundo #12FVenezuelaPaLaCalle #Cuba pic.twitter.com/501Y6VUVfl



45 RETWEETS 2 FAVORITOS

17:05 - 11 de feb. de 2014

ALJAZEERA

The per 'friendly' in Lebar

Chilean students protest after 'failed talks'

Thousands march through the streets of Santiago after their demands for education reform go unmet.



Thousands of students have marched in the streets of the Chilean capital after negotiations and government officials failed to meet students' demands.

Rafael
@rafaelemiro

#sosvenezuela @CNNEE @NTN24 asi trata la GNB a nuestras mujeres que protestan pacificamente pic.twitter.com/hwlkwBMVID



85 RETWEETS 3 FAVORITOS

3:51 PM - 17 abr 13

the guardian

Image of unknown woman beaten by Egypt's military echoes around world

The arrest and brutal treatment of this young woman reminds us that the revolution is far from over.

Abdul Soueif
The Guardian, Sunday 18 December 2011 22:04 GMT



Egyptian soldiers beating and dragging a young woman during clashes in Tahrir Square. Her image has become the latest icon of the revolution. Photograph: Reuters



Qui est Leopoldo Lopez Mendoza?

Le meneur des manifestations anti-gouvernementales actuelles au Venezuela vaut aussi le détour. Leopoldo Lopez Mendoza est un ancien employé de Pétroles du Venezuela (Petróleos de Venezuela), SA (PDVSA) et l'ancien maire de Chacao. Il vient de l'une des familles les plus riches du Venezuela. La famille de Lopez fait partie de l'oligarchie anti-Chavez qui régnait naguère sur le Venezuela comme si c'était une espèce de résidence personnelle.

Son contexte familial ou sa richesse matérielle à eux seuls ne devraient pas être portés à sa charge, mais c'est le cas de ses actions individuelles. Lopez en lui-même ne possède aucune qualification en tant que défenseur de la démocratie. Le passé personnel de Lopez dit le contraire; il a ouvertement soutenu la suspension de la démocratie au Venezuela et a été impliqué dans le soutien au gouvernement putschiste éphémère du coup de 2002 à Caracas. Non seulement a-t-il signé le Décret Carmona pour dissoudre toutes les institutions démocratiques du pays et remercier tous les officiels judiciaires et élus des branches exécutives et législatives du gouvernement, il fut aussi l'une des figures-clé de l'incitation aux manifestations anti-gouvernementales et de la violence devant le Palais Miraflores qui a servi de prétexte pour déclarer Chavez illégitime.

Plusieurs années plus tard, en 2007, Lopez et Alejandro Pena Esclusa ont été [enregistrés en train d'ourdir ouvertement une crise politique](#) au Venezuela en y créant de l'instabilité. Comme Esclusa était celui qui parlait le plus, Lopez a pris ses distances d'avec lui en tant que co-conspirateur. Lopez ne dit jamais rien dans les enregistrements sur la stratégie de déstabilisation, mais le relevé de ses activités entre 2002 et 2014 démontre qu'il s'en est servi.

Lopez a du reste une réputation pour la malhonnêteté et la corruption, qu'il affirme être une fabrication de Chavez. Les faits, toutefois, parlent d'eux-mêmes. Alors que Lopez était un employé de l'état travaillant pour la compagnie pétrolière nationale du Venezuela, PDVSA, il fit en sorte que sa mère, qui travaillait aussi pour PDVSA, détourne au moins \$160.000 de fonds de la PDVSA à son bénéfice en 1998. Lopez a affirmé qu'il n'avait rien fait de mal et s'était simplement servi de l'argent pour créer Primero Justicia, un groupe d'opposition. La loi vénézuélienne, cependant, interdit clairement que des donations soient faites par l'état ou par aucun de ses corps constitués à ses employés ou à des officiels publics. La loi vénézuélienne interdit aussi que des employés d'institutions étatiques accordent des donations directement à des membres de leurs familles ou à toute organisation impliquant des membres de leurs familles, à cause des conflits d'intérêt évidents et des risques soulevés par de tels actes.

Le nouveau gouvernement vénézuélien ne s'est pas aperçu de la façon dont Lopez et sa mère avaient détourné des fonds publics pendant l'ère pré-Chavez d'irresponsabilité jusqu'à ce que Lopez fasse l'objet d'une enquête pour corruption et trouvé coupable d'avoir fait un usage illicite de fonds publics pendant sa mandature de maire de Chacao. Ensuite, Lopez fut autorisé à continuer son mandat de maire jusqu'à son terme en 2008 sous une intense supervision, après quoi il est inéligible à toute fonction publique jusqu'en 2014, en conséquence des charges de corruption.

Qui a perpétré la violence à Caracas?

2014 est arrivée et désormais Leopoldo Lopez est de retour à ses vieux tours de provocation. Ici encore il doit être mentionné qu'afin de justifier le putsch de 2002 la direction de l'opposition mainstream vénézuélienne s'est assurée qu'il y aurait du sang répandu et des pertes en vies humaines. Lopez et ses hordes se sont assurés qu'il y aurait du sang répandu et des pertes en vies humaines en plaçant des hommes armés parmi

les manifestants qui devaient commencer à tirer sur les forces de sécurité. Après que dix-neuf personnes aient été tuées, les médias mainstream contrôlés par l'opposition ont élaboré un faux récit pour vendre le coup d'état militaire au peuple vénézuélien et à la communauté internationale comme noble réaction face à un gouvernement qui avait perdu sa légitimité en tuant son propre peuple.

Dans ce contexte il importe de poser la question de qui a perpétré la violence à Caracas? La violence fut provoquée par des hommes armés parmi l'opposition soutenue par les USA pour justifier le putsch de 2002 par l'effusion de sang. La même méthodologie de provocation à la violence a été utilisée une fois de plus en 2014. [Des preuves vidéo](#) montrent au moins un homme armé incitant à la violence pendant les manifestations. Des images vidéo depuis Caracas démontrent également que la brutalité a libre cours quand des segments des forces anti-gouvernementales provoquent visiblement la violence et le chaos. Ils ont attaqué des badauds innocents et des agents des services publics, ceci comprend des véhicules appartenant au réseau des transports publics ainsi que leurs passagers. C'est la même engeance qui [attaqué des hôpitaux publics et des cliniques en 2013](#) comme moyen de perturbation de la vie quotidienne après que Maduro ait pris le pouvoir. Au demeurant, les supporters de Lopez ont attaqué des officiels du gouvernement et des bureaux avec des battes de baseball et des cocktails Molotov et fait tout ce qui était possible pour provoquer la bagarre avec le but clair, ainsi que le décrit Lopez lui-même, de faire s'effondrer le gouvernement vénézuélien.



Les mêmes oligarques qui contrôlent la plupart des médias mainstream au Venezuela ont mené une guerre économique pour paralyser leur propre gouvernement et leur propre pays dans le but de rallier suffisamment de citoyens ordinaires à leur renversement de l'état. Même s'ils essayent de dépeindre Lopez comme [un électron libre agissant par lui-même](#), les oligarques voient le Président Maduro comme un dirigeant faible et

cherchent à utiliser la crise à la fois pour obtenir des concessions, soit secrètes soit publiques, et pour amplifier les tensions intérieures du Parti Socialiste Uni dans le but de le faire se rompre.

Une stratégie du bon et du mauvais flic a été utilisée au Venezuela? Tandis qu'une faction de l'opposition applique la force, l'autre ouvre un front de négociations avec le gouvernement. Tandis qu'une pression a été appliquée depuis la rue par Lopez, [Capriles a entamé un dialogue](#) avec Maduro. À cet égard les manifestations anti-gouvernementales au Venezuela, spécifiquement les émeutes violentes, ont été utilisées par l'opposition comme un outil pour tenter d'obtenir les gains politiques que l'opposition mainstream n'a jamais pu avoir par des moyens démocratiques au cours des dernières années. En plus que de diaboliser un gouvernement démocratiquement élu, cette même stratégie a aussi été appliquée au travers des manifestations anti-gouvernementales en Ukraine.

Le défi géostratégique aux USA de la République Bolivarienne du Venezuela

[Les USA ont aussi un rôle de premier plan](#) à jouer en soutenant tout ceci. Il ne faut pas se tromper là-dessus. Le gouvernement US a les mains actives dans les manifestations anti-gouvernementales et les émeutes au Venezuela, tout comme ils ont joué un rôle dans les manifestations anti-gouvernementales et la violence à la fois en Ukraine et en Syrie. L'Ambassade US a constamment été en rapports avec l'opposition mainstream pour le renversement du gouvernement à Caracas. Tout comme dans le cas de l'Ukraine, le gouvernement US a appuyé la direction de l'opposition et fait des déclarations biaisées en leur faveur. Au fil des ans, le gouvernement US a également menti à plusieurs reprises en parlant du Venezuela comme d'une dictature et à l'opposition mainstream qui s'y trouve comme de démocrates exclus de la vie publique.

Le Venezuela et les organisations qu'il a créées dans l'Hémisphère Occidental sont vus comme des menaces politiques, économiques et stratégiques régionales majeures par Washington. L'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA) et la Communauté des États Latino-Américains et Caribéens (CELAC) sont vues comme des menaces à la domination des États-Unis et des concurrents à l'Organisation des États Américains (OAS) et à n'importe quel projet économique régional US, tel que la Zone de Libre Échange des Amériques (FTAA/ALCA), pour l'Amérique Latine et es Caraïbes. Un changement de régime à Caracas serait le pré-requis à un démantèlement du Bloc Bolivarien consistant du Venezuela, du Nicaragua, de Cuba, de la Bolivie, de l'Équateur, du Front National de Libération Farabundo Marti en El Salvador, et d'autres acteurs en Amérique Latine.

En dépit de la désinformation médiatique et de toute la pression sur l'économie vénézuélienne, un grand nombre de Vénézuéliens continuent toujours de soutenir le gouvernement et de voter pour le Parti Socialiste Uni et ses alliés politiques. La majorité de la population vénézuélienne soutient son gouvernement, grâce aux améliorations significative que l'ère Chavez a apportées à leurs vies en haussant le niveau de qualité de vie pour un nombre conséquent de Vénézuéliens. Il ne faut pas se faire d'illusions, la République Bolivarienne du Venezuela est un pays profondément polarisé et a encore beaucoup de problèmes, mais c'est devenu un lieu significativement meilleur à vivre pendant l'ère Chavez. Les autocrates vénézuéliens du passé paradent désormais comme des démocrates avec l'objectif de tout simplement récupérer tous leurs anciens privilèges.

Mahdi Darius Nazemroaya

Article original en anglais :

[Rise of the Anti-Government Flash Mobs: First Ukraine, Now Venezuela](#), Publié le le 20 février 2014.

Mahdi Darius Nazemroaya est sociologue, auteur primé, et analyste géopolitique. Il est Partenaire de Recherche au Centre de Recherche sur la Mondialisation, une organisation de recherches et médiatique canadienne basée à Montréal, et membre du Comité Scientifique de Geopolitica, un journal italien de sciences géopolitiques basé à Rome. Ses écrits ont été publiés dans plus de vingt-cinq langues autour du monde, dont l'Espagnol, le Russe, le Turc, l'Allemand, l'Arabe, le Chinois, le Portugais et l'Italien. Parmi ses ouvrages publiés figure "[La Mondialisation de l'OTAN](#)", l'un des [livres](#) les plus complets et circonstanciés sur l'alliance militaire.

Copyright © 2014 Global Research